

François GOULARD

*Morbihan (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. des 4 et 5 juillet 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 février 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [J.O. du 9 février 2008]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (n° 780) [6 mai 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n° 1127) - Ville et logement - [16 juillet 2008]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna (n° 780) [6 mai 2008] (n° 849)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son intervention (p. 2206)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 2411)

Son intervention (p. 2416)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2417)

Langue française : défense (p. 2416 et s.)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2411, 2416 et s.)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2416 et s.)

Projet de loi n° 780 ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2056)

Son intervention (p. 2056)

Thèmes :

Justice : territoires d'outre-mer (p. 2056)

Marchés financiers : outre-mer (p. 2056)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2057)

Ordonnances (p. 2057)

Outre-mer : spécialité législative (p. 2056)

Prestations familiales : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2056)

Discussion des articles [14 mai 2008] (p. 2059)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2060)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna)

Son intervention (p. 2060)

Titre

Son intervention (p. 2060)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son amendement n° 186 (de suppression) (p. 2438)

Après l'article 14

Son amendement n° 582 (couverture par l'emprunt des dépenses de fonctionnement de l'Etat) : retiré (p. 2602)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 191 (p. 2611)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 192 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2616)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2711)

Son amendement n° 196 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2711)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son amendement n° 60 (p. 3856) : adopté (p. 3857)

Son intervention (p. 3859)

Seconde délibération

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3883)